

---

## Communiqué: L'Union paysanne boycottera la rencontre du ministre Gendron.

*St-Hyacinthe, jeudi 21 mars 2013:* L'Union paysanne a décidé de boycotter la rencontre de demain sur la future politique agricole du Québec. Le gouvernement Marois, en galvaudant la souveraineté alimentaire, induit volontairement les agriculteurs et la population en erreur.

**«Nous ne pouvons cautionner l'instrumentalisation d'un concept qui est assez bien défini par les paysans du monde entier et qui est combattu chez nous par l'UPA et les politiques en place depuis plus de 20 ans. De plus, ici, il vient servir les intérêts d'un parti politique et nous ne pouvons le cautionner »**, explique Benoit Girouard, président de l'Union paysanne.

Il est impensable d'amorcer une première politique agricole pour le Québec sur une telle erreur. Nous avons interpellé publiquement le Parti québécois sur cette question l'an passé et rien n'a changé. Le 10 mars dernier, une lettre fût envoyée au ministre Gendron lui demandant de modifier l'utilisation du terme souveraineté alimentaire pour celui d'autosuffisance alimentaire. Terme qui reflète minimalement la volonté du PQ et rejoint le travail fait par l'ancien ministre Jean Garon à la fin des années 70. Notre lettre est restée sans réponse.

Nous avons donc pris la position la plus juste en lien avec nos convictions. Il est nécessaire de conscientiser les agriculteurs et la population sur la fausse utilisation par le Parti québécois du concept de souveraineté alimentaire. Si nous voulions naviguer un tant soit peu dans cette direction, il faudrait appliquer le rapport Pronovost. Ceci reviendrait à rétablir un réel droit de vendre à la ferme, abolir le monopole de l'UPA, modifier le système des subventions agricoles afin qu'il favorise une production en lien avec les besoins de notre population, exclure les intégrateurs des subventions agricoles, ouvrir le territoire agricole aux ruraux et aux fermes de proximités, etc. Autant de choses auxquelles aucun gouvernement n'a encore voulu réellement s'attaquer.

**« Le gouvernement Marois et l'UPA préfèrent s'attaquer conjointement à l'un des symboles des paysans du monde, la souveraineté alimentaire, en le détournant de sa signification réelle »**, rajoute Maxime Laplante, vice-président de l'Union paysanne. En effet, la souveraineté alimentaire est un concept développé par la Via Campesina, le plus important regroupement de paysans au monde, dont fait partie l'Union paysanne. À la fin de février 2007, 500 délégués provenant de 80 pays ont participé à l'élaboration de sa définition dans le cadre du Forum Mondial pour la Souveraineté Alimentaire, à Nyéléni au Mali.

La souveraineté alimentaire accorde une importance primordiale aux conditions sociales et environnementales de production des aliments. Elle prône une répartition équitable des moyens de production entre les paysans, au moyen si nécessaire d'une réforme agraire et d'une redistribution de terres. La souveraineté alimentaire est axée sur l'agriculture familiale

destinée à alimenter la population locale et nationale. Elle réclame des droits pour tous ceux qui travaillent en milieu agricole. **Ce qui inclut la liberté d'association pour les agriculteurs et le droit des travailleurs migrants de se syndiquer. La souveraineté alimentaire passe obligatoirement par la souveraineté de ses paysans, ce qui échappe en grande partie aux agriculteurs québécois.**

La souveraineté alimentaire exige des techniques agricoles qui favorisent l'autonomie des paysans. Elle est donc favorable à l'agriculture biologique et à l'agriculture paysanne. Elle s'oppose à la domination des transnationales sur nos systèmes alimentaires ainsi qu'aux techniques et pratiques qui nuisent à l'environnement et à la santé humaine, tels que les plantes et animaux génétiquement modifiés, les pesticides et les monocultures d'agrocarburants. Voilà dans les grandes lignes ce à quoi ressemble la souveraineté alimentaire définie par les paysans du monde.

L'Union paysanne a introduit le concept de souveraineté alimentaire au Québec, car elle y croit, et y travaille concrètement comme membre de la Via Campesina. **Cela explique pourquoi nous ne faisons pas partie de la Coalition sur la souveraineté alimentaire, un bébé de l'UPA qui galvaude également le terme de souveraineté alimentaire.** Il est dommage que tant d'organisations du Québec se soient fait prendre au piège tendu.

Il est encore temps pour le gouvernement Marois de corriger le tir et montrer sa compréhension réelle des enjeux agricoles. De plus c'est un respect minimum pour les luttes paysannes d'un milliard de paysans.

**Pour information :**

Benoit Girouard  
Président Union paysanne  
450-495-1910

Maxime Laplante  
Vice-président  
418-926-2473

L'Union paysanne est un syndicat agricole et citoyen qui intercède auprès du gouvernement, des médias et de l'opinion publique pour promouvoir les intérêts de la paysannerie. Elle donne une place à tous ceux désireux de s'impliquer en faveur d'une agriculture et d'une alimentation paysanne. **L'Union paysanne c'est... l'Alliance de la Terre et de la Table.**